



Mission de l'Organisation
des Nations Unies pour
la Stabilisation en République
Démocratique du Congo

ECHOS *de la* MONUSCO

Volume IV - N°28 • Novembre 2013



Société

Plaidoyer pour
l'élimination des violences
faites aux femmes

Processus de paix

Efforts concentrés
pour faire avancer le
dialogue de Kampala

Jeunesse congolaise

Quel avenir pour les
enfants affectés par les
conflits?

**L'Est de la République
démocratique du Congo, désormais
centre de gravité de la MONUSCO**



VIH/Sida : un test de tolérance et d'humanité

✉ Par Martin Kobler*

Ayant travaillé pour les Nations Unies en Afghanistan et en Iraq, et aujourd'hui en RDC, l'une des premières choses que je vois chaque jour, sur les murs des bureaux, des couloirs, ce sont un ruban rouge, et un message simple : « Non à la stigmatisation ! ».

Aujourd'hui, à l'occasion de la Journée internationale de la tolérance, je voudrais parler de cette qualité, de cette vertu difficile qu'est la tolérance. Et je voudrais parler du VIH/Sida. Pour moi, dans une région où cette maladie fait des ravages, l'inclusion des personnes atteintes est un véritable test de tolérance.

La tolérance est une vertu difficile. La tolérance n'est pas l'indifférence. La tolérance fait peur. Être tolérant, c'est accepter quelque chose qui fait peur. C'est refuser l'ignorance, le déni. C'est vouloir comprendre, c'est compatir.

Depuis le début de la pandémie du VIH, la stigmatisation, la discrimination, l'ignorance et le déni ont largement contribué à la propagation de la maladie. Ils sont des obstacles majeurs dans la lutte effective contre le VIH, et les soins à apporter à ses victimes.

En RDC, une personne sur quatre vivant avec le VIH est victime d'exclusion sociale. Dans le contexte des conflits que connaît la RDC, des milliers de femmes chaque année sont victimes de violences sexuelles. Elles sont, de surcroît, particulièrement vulnérables à une infection par le VIH/SIDA. Nous devons à ces femmes doublement punies une tolérance et une compassion particulières.

En cette Journée internationale de la tolérance, je rends hommage à la grande majorité des Congolais qui prennent soin de leurs amis affectés par le VIH/Sida. Et je les encourage à vivre, à partager leur tolérance et leur compassion avec la société entière. A parler de cette tolérance.

Evidemment, la tolérance ne s'arrête pas aux paroles. Elle devient vivante dans les actes. Elle est à la base du respect de la dignité humaine. Luttons ensemble contre la stigmatisation et la discrimination, et pour la tolérance et l'humanité ■

*Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo

Arrêt sur image

Photo MONUSCO/Sylvain Liechti



Le Général Carlos Alberto dos Santos Cruz à Linga, province du Nord Kivu

Mon point de vue

- 3 Agir ensemble contre toutes les formes de violences basées sur le genre

Echos des secteurs

- 5 Mary Robinson veut faire avancer le processus de paix
- 6 "La guerre n'est pas un jeu d'enfant", plaide l'ONU
- 7 La police congolaise se redéploie dans les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru
- 8 Ce qu'a été la journée internationale des volontaires en République Démocratique du Congo

Grande interview

- 11 Entretien avec Dario Tedesco, volcanologue

Événement du mois

- 14 Le contexte est favorable en RDC, pour mieux protéger les enfants affectés par les conflits

La Mission en bref

- 16 Arrivée à Kinshasa du nouvel adjoint au Commissaire de la Police MONUSCO

Qui fait quoi à la MONUSCO?

- 17 Les assistants de liaison communautaire : qui sont-ils? Que font-ils?

Directeur de l'Information Publique

Charles Antoine Bambara

Coordonnateur des Publications

Penangnini Toure

Rédacteur-en-Chef

Joseph Tshimanga

Infographiste

Jésus Nzambi Sublime

Membres du comité de rédaction

Fatou Jobe, Lukas Knott, Mounia Lakhdar-Hamina, Valérie Petit, Honoré Tougouri

Contributeurs

Tom Tshibangu et Yulu Kabamba

Agir ensemble contre toutes les formes de violences basées sur le genre

Dans une déclaration commune, le chef de la MONUSCO, Martin Kobler, la ministre du Genre, de la Famille et de l'Enfant, Génèviève Inagosi, et plusieurs autres représentants de la société civile congolaise font un plaiyoder pour l'élimination des violences faites à la femme. Leur point de vue.



Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Martin Kobler (2e, debout à droite, en visite à l'hôpital de Panzi, à Bukavu, Sud Kivu, où sont traitées les victimes de violences sexuelles.

En tant que représentants de la société civile congolaise, du Gouvernement de la République démocratique du Congo et de l'Organisation des Nations Unies en RDC, nous tenons à montrer notre engagement et notre solidarité dans cet appel à l'élimination de toutes les formes de violences à l'égard des femmes.

Les violences physiques, et en particulier les violences sexuelles dont sont victimes un trop grand nombre de femmes, sont les plus visibles et les plus marquantes.

Dans les pays en conflit, le corps des femmes devient une arme de guerre et la République démocratique du Congo n'a pas été épargnée. Les chiffres sont dramatiques et révèlent l'ampleur et la profondeur de ces violences : 10 322 cas

de violences sexuelles et violences basées sur le genre ont été rapportés en 2011 et ce nombre a augmenté d'un peu plus de la moitié (52%) en 2012, soit 15 654 cas. Ils interpellent notre conscience individuelle et collective. Face à ce drame, l'inaction est aussi périlleuse que le traumatisme subi par les milliers de femmes et de filles.

Il faut agir et la première chose à faire est de briser la chaîne du silence qui entoure généralement ce fléau. Nous appelons tous les hommes et toutes les femmes de la République démocratique du Congo à dénoncer tous les crimes, et en particulier les crimes sexuels qui détruisent trop souvent les femmes et les filles. Les violences sexuelles tirent leur source des inégalités structurelles entre les femmes et les hommes. Il faut donc améliorer le statut

de la femme et de la fille pour les éradiquer.

Ensemble, et à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes célébrée le 25 novembre, nous dénonçons et combattons toutes les formes de violences basées sur le genre. Outre les violences physiques, les femmes subissent de réelles violences sociales et psychologiques. Moins visibles, elles n'en sont pas moins destructrices et traumatisantes pour chaque femme, et également pénalisantes et contreproductives pour le développement de la République démocratique du Congo.

L'exclusion précoce des jeunes filles du système éducatif est une injustice importante, qui représente le premier frein à un développement égalitaire et



Une séance de sensibilisation des femmes sur les violences sexuelles dans l'Est de la RDC

à la promotion d'une société juste. La proportion de femmes sans instruction est quatre fois plus élevée que celle des hommes (21 % contre 5 %). Parallèlement, plus de 80% des anciennes victimes des violences sexuelles n'ont pas achevé l'école primaire. La privation de la formation est une des premières violences que subissent les jeunes filles ; elle aura des conséquences tout au long de leur vie.

Cela réduit les chances d'une autonomisation économique, d'une inscription complète dans la vie sociale, ou encore d'avoir une voix qui porte dans les instances décisionnaires.

Nous nous levons aussi contre les mariages précoces en nous adressant directement au cœur de tout homme ayant pris en mariage une fille qui n'en avait pas l'âge légal, à l'esprit de ceux qui ont accepté

la dot et à la responsabilité des instances, traditionnelles ou modernes, qui a formalisé ou béni cette union injuste et enfreignant les droits humains.

Il faut également lutter contre ce que nous appelons la "*violence économique*" et qui regroupe toutes les barrières à l'entrée totale des femmes dans l'activité entrepreneuriale légale et florissante. Les femmes doivent avoir les moyens d'investir afin de créer de la richesse et préparer leur avenir et celui de leurs enfants.

Enfin, il faut de toute urgence palier le déficit de participation des femmes dans toutes les instances représentatives. Dans ce sens nous appelons le parlement à mettre rapidement en œuvre la proposition de renforcer la présence des femmes sur les listes électorales appuyée par le Président Joseph Kabila suite aux concertations

nationales. C'est une initiative très positive et qu'il faut absolument saisir et appuyer.

Le thème de la campagne de cette année, « de la paix chez soi à la paix dans le monde: mettons fin à la violence contre les femmes! » reflète parfaitement l'approche que nous venons d'évoquer : il faut éliminer la violence à l'égard des femmes à tous les niveaux et dans toutes les sphères.

Il n'y aura pas de paix, pas de stabilité en République Démocratique du Congo sans la pleine participation des femmes à la vie sociale, économique et politique. Pas d'égalité entre les Hommes sans une égalité de genre.

Nous avons la conviction qu'ensemble, nous pouvons assurer aux femmes et filles de la RDC, un avenir meilleur et leur procurer un environnement social sans violence, ni discrimination ■

Une déclaration conjointement signée par Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC ; Génèviève Inagosi-Bulo I. Kassongo, Ministre du Genre, de la Famille et de l'Enfant ; Françoise Ngendahayo, ONU Femme ; Bosingizi Sulia Jeanette, Coordinnatrice de l'ONG Logos 1er et Lauréate de Femme de Courage de la RDC éditions 2012 ; Jean René Beya, Président de l'ONG Kin-Cristal; Kadima Kanyinda, Présidente de l'ONG Innovation et 29 autres représentantes et représentants d'organisations congolaises ; Thérèse Kulungu, Secrétaire exécutive de la Fondation Panzi; Descartes Mponge, Président de la Société Civile du Sud-Kivu ; Colbert Ngongo Lusana, Vice-Président de l'Assemblée Provinciale du Sud-Kivu ; Adèle Safi Kagarap, Présidente de de la Marche Mondiale des Femmes; Viviane Okonkwa, Action pour le développement intégral de la jeunesse et de la Femme ■

En visite dans la région des Grands Lacs et en RDC, Mary Robinson veut faire avancer le processus de paix

L'Envoyée spéciale des Nations Unies pour les Grands Lacs, Mary Robinson, a dernièrement séjourné en République démocratique du Congo du 27 au 29 novembre 2013. Avant cela, elle s'était rendue successivement en Tanzanie, au Rwanda, puis en République du Congo, en vue de faire avancer le processus de paix dans la région des Grands Lacs engagé depuis la signature de l'Accord-cadre d'Addis Abeba datant du 24 février 2013. Le périple de Madame Robinson a pris fin à Kampala, en Ouganda, où elle a participé au sommet des Chefs d'Etats de la Communauté d'Afrique de l'Est. Retrospective.

✂ Par le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les pays des Grands Lacs, Mary Robinson

Mary Robinson, Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les Grands Lacs, a entrepris une mission d'une semaine pour soutenir les efforts de paix dans la région, mission au cours de laquelle elle s'était rendue en Tanzanie, au Rwanda, au Congo-Brazzaville, en Ouganda et en République démocratique du Congo.

L'Envoyée spéciale a concentré ses efforts sur la priorité immédiate consistant à parvenir à un résultat concerté du Dialogue de Kampala, mais aussi à faire avancer la mise en œuvre de l'ensemble des engagements pris par les 11 Etats signataires de l'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la République démocratique du Congo et la Région. .

"Les développements enregistrés au cours du mois dernier ont apporté un nouvel espoir aux populations dans l'Est de la RDC. D'autres efforts doivent être consentis afin que le pays soit débarrassé de toutes les forces négatives et que la sécurité soit rétablie de façon durable. A présent, l'urgence de progresser sur l'agenda politique plus vaste, s'impose également. Nous devons œuvrer pour réinstaurer la confiance et prendre les mesures qui s'imposent pour résoudre les causes profondes des conflits et de l'instabilité dans la région", a déclaré l'Envoyée spéciale au début de cette mission.

Mme Robinson a débuté sa tournée par la Tanzanie, un des pays signataires de l'Accord-cadre, où elle avait rencontré, le 25 novembre 2013, le président Jakaya Kikwete et d'autres responsables à Dar-es-Salaam. A cette occasion, elle avait loué le rôle des troupes tanzaniennes au sein de la nouvelle Brigade d'intervention de la Force des



L'Envoyée spéciale de l'ONU pour la Région des Grands Lacs, Mary Robinson, accompagnée du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Martin Kobler, s'adresse à la presse au cours d'une visite officielle de travail à Goma

Nations Unies, et exprimé ses condoléances au Gouvernement ainsi qu'aux familles des soldats tanzaniens tombés au champ d'honneur. Les entretiens avaient essentiellement porté sur la nécessité de renforcer la coopération et d'entretenir un dialogue politique soutenu entre les signataires de l'Accord-cadre.

Le 26 novembre, l'Envoyée spéciale s'était rendue au Rwanda pour des entretiens avec de hauts responsables sur la conclusion du Dialogue de Kampala et la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la RDC et la Région signé le 24 février 2013 à Addis Abeba. Le même jour, Madame Robinson s'était rendue au Congo-Brazzaville pour y rencontrer les plus hautes autorités.

Plus qu'un pas, et l'Envoyée spéciale s'était retrouvée en République

démocratique du Congo voisine, où elle a séjourné les 27 et 29 novembre, d'abord à Kinshasa, puis à Goma dans l'Est du pays. Ses entretiens en RDC avaient tourné autour du Dialogue de Kampala, des progrès dans la mise en œuvre des recommandations issues des Concertations Nationales récemment conclues, et de l'appui au mécanisme national de suivi établi dans le cadre de l'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la RDC et la Région.

Enfin, le 30 novembre, Mary Robinson est allée à Kampala, pour prendre part au Sommet des Chefs d'Etats de la Communauté d'Afrique de l'Est. Entreprenant un tel déplacement, l'Envoyée spéciale entendait mobiliser le soutien international en faveur des organisations régionales, et ce dans le cadre des objectifs de l'Accord-cadre, pour une intégration régionale accrue ■

“La guerre n’est pas un jeu d’enfant”, plaide l’ONU

La commémoration de la journée internationale des droits de l’enfant en République démocratique du Congo a ouvert une brèche pour le plaidoyer en faveur du respect des droits fondamentaux des enfants.

Par Tahina Andriamamonjitanasoa/MONUSCO



Un Casque bleu de la MONUSCO s’entretenant avec des jeunes enfants congolais de Goma

Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

A Bukavu, province du Sud Kivu, le bureau de la section de Protection de l’Enfant de la Mission de l’ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et ses partenaires, autorités provinciales, agences des Nations Unies et Organisations non gouvernementales oeuvrant dans le domaine ont célébré le 24e anniversaire de cette journée le 22 novembre 2013.

C’était une occasion pour de nombreux enfants sortis des forces et groupes armés de cette partie du pays de se ressaisir et réfléchir, à leur manière, sur leur avenir. Quelques activités culturelles, notamment des représentations théâtrales ont été organisées avec le concours et l’encadrement du Bureau pour le Volontariat au service de l’Enfance et de la Santé (BVES).

Les enfants ont appris, non seulement qu’il existe plusieurs instruments juridiques, tant nationaux qu’internationaux, qui protègent leurs droits, mais surtout que des Etats et nations signataires de ces

instruments juridiques ont la responsabilité de les appliquer. C’est notamment la Convention relative aux droits de l’enfant, concernant le trafic d’enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et la participation des enfants aux conflits armés.

Plusieurs réunions internationales se sont tenues, telles le Congrès mondial de Yokohama contre l’exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (2001) ou la session extraordinaire de l’Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants (2002), qui ont réaffirmé l’engagement des gouvernements et des organisations de la société civile en matière de protection de l’enfant et jeté les bases de plans d’action visant à y parvenir.

Mais en dépit de cet engagement et de ces promesses, les enfants continuent de souffrir chaque jour de violences, de maltraitance et d’exploitation, dont le cas plus criant est l’incorporation des enfants dans les groupes armés.

Halte à l’enrôlement des enfants dans l’armée

Dans son mot de circonstance, le chef de Bureau de la MONUSCO ad intérim, Christine Kapalata, avait rappelé que *“L’enfant a le droit de jouer, mais pas avec un fusil ou des armes”* et que *“La guerre n’est pas un jeu d’enfants”*. Elle avait ensuite invité les uns et les autres à participer à la lutte contre le phénomène d’enfants-soldats. Le représentant du gouverneur de la province, le ministre provincial de l’Intérieur, Jean-Julien Miroho, a répercuté le même message, plaidant : *“Plus jamais d’enfants-soldats car le recrutement d’enfants est un crime !”*

La célébration s’est clôturée par une réunion de réflexion regroupant des représentants des autorités civiles et coutumières, des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et de la société civile autour du thème : *“Le rôle de la communauté dans la prévention du recrutement d’enfants par les forces et groupes armés”* ■



Photo MONUSCO/Myriam Asriam

Des éléments de la Police nationale congolaise formés par la Police MONUSCO pour assurer la sécurité dans les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru autrefois occupés par le M23

La police congolaise se redéploie dans les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru

✉ Par Clara Padovan/MONUSCO

Dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'Etat dans les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru, la Police congolaise se redéploie dans les zones qui étaient sous le contrôle du M23 depuis plus d'un an. La Police nationale congolaise (PNC) remplacera ainsi les Forces armées congolaises (FARDC) qui seront elles-mêmes redéployées sur d'autres fronts.

Débutée le 29 octobre 2013, cette opération de déploiement s'effectue sous la coordination et le monitoring de la Police de la MONUSCO (UNPOL) et concerne, pour

l'instant, 1200 éléments de la PNC.

Depuis la reconquête de Rutshuru et de Kiwanja par les FARDC et la Brigade d'Intervention de la MONUSCO le 2 novembre 2013, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) multiplie ses efforts pour appuyer le gouvernement congolais dans la restauration de l'autorité de l'Etat dans ces territoires auparavant occupés par le M23. Un premier déploiement de près de 450 éléments de la PNC a déjà été transporté par les casques bleus vers leurs anciennes

unités dans les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru. A cela s'ajoutent 176 autres éléments de l'unité spéciale de la Légion nationale d'intervention (LNI) venus de Kinshasa pour renforcer ce dispositif. Ce redéploiement correspond au remplacement des militaires par les policiers, chargés de la sécurisation des populations et de leurs biens, et du maintien de l'ordre public.

Cette opération se fera de manière progressive, le temps de reconstruire les commissariats de police détruits au cours des combats entre FARDC et M23 ■

Coup de projecteur sur la journée internationale des volontaires en République Démocratique du Congo

Célébrée dans le monde le 5 décembre de chaque année, la Journée Internationale des Volontaires (JIV) offre l'occasion aux volontaires et associations de volontaires de promouvoir leurs contributions aux efforts de paix et de développement. En République Démocratique du Congo (RDC), les manifestations liées à la JIV se sont déroulées entre le 22 novembre et le 7 décembre 2013 à Goma et à Kinshasa.

Par Alexandra De Bournonville/MONUSCO



Un volontaire des Nations Unies déploie ses bras en signe de victoire au terme d'une course organisée à Kinshasa

Cette année, le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) a souhaité marquer la JIV par une série de manifestations mettant en exergue l'engagement citoyen pour la construction d'un monde meilleur, notamment un concours de dessin sur le volontariat, la plantation d'arbres, le nettoyage des quartiers, un concert pour la paix, la foire du volontariat, projection-débat et course de solidarité.

C'est tout en couleurs, avec un concours de dessin intitulé "Moi, je suis

volontaire", que la JIV a été inaugurée les 22 et 23 novembre 2013. Le concours de dessin a rassemblé 85 participants, provenant de 10 écoles primaires et secondaires de Goma. Pendant deux jours, enfants et adolescents se sont appliqués à mettre sur papier leurs idées et expériences en termes de volontariat, citoyenneté et solidarité. Ce concours de dessin avait aussi pour objectif de faire réfléchir les enfants sur leur rôle en tant qu'acteurs de paix et de développement. "Le volontariat, c'est faire un acte de sa

propre volonté et de bon cœur afin d'aider les autres, explique Auguste, 16 ans, un des dix lauréats du concours. Le volontariat, c'est important pour la consolidation de la paix, car cela véhicule des valeurs fondamentales et interpelle les jeunes par le dessin à ce sujet, à réfléchir à ce que l'on peut faire pour la communauté et pour mieux vivre ensemble", ajoute-t-il.

Le 30 novembre, les associations de volontaires et les Volontaires des Nations Unies (ONU) ont célébré la JIV ensemble. C'est à travers une activité

de sensibilisation sur la protection de l'environnement et un concert pour la paix que les jeunes volontaires ont voulu témoigner leur engagement dans les efforts de paix et leur rôle pour mener un plaidoyer en faveur d'une paix durable. La journée a débuté aux abords de la rue Madame Lusy où, munis de balais, bèches et brochettes, deux-cent volontaires ont nettoyé la rue principale sous le regard curieux des passants. Les volontaires ont, par la même occasion, planté 50 pousces d'arbres dans la rue et réalisé une peinture murale sur le thème de l'environnement en vue d'encourager la jeune génération à adopter un comportement respectueux de son milieu. Dans l'après-midi, un concert pour la paix a eu lieu au Foyer Culturel des Jeunes de Goma où plus de 800 enfants et jeunes Gomatraciens s'étaient rassemblés. En effet, jeunes artistes – reggae, hip hop, rap, break dance, des artistes traditionnels, - et les volontaires ont uni leur voix afin de sensibiliser sur le partage d'une culture et une identité commune, malgré leur diversité et ont appelé à une paix durable.

De la sensibilisation

La sensibilisation au volontariat a été au menu des activités de la matinée du 5 décembre. Ils étaient des centaines d'étudiants à visiter la première foire du volontariat sur le campus de l'Institut Supérieur de Commerce à Kinshasa. A travers des danses, des chants et expositions de stands animés par les associations de volontaires de Kinshasa, les jeunes ont été sensibilisés sur l'importance du volontariat et sur la diversité des initiatives volontaires.

Le 5 décembre a aussi offert l'opportunité au Ministre du Plan, Célestin Vunabandi, d'annoncer, lors du débat sur le rôle et la légitimité des volontaires, la nouvelle politique nationale du volontariat et la mise sur pied d'un service civil volontaire en faveur de la jeunesse congolaise. A cette occasion, le



Top départ d'une course organisée par les Volontaires des Nations Unies à Kinshasa. Cette compétition était ouverte aussi bien aux internationaux qu'aux nationaux

Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Ministre du Plan s'est dit convaincu que *"la perspective d'un Congo émergent à l'horizon 2030 ne deviendra une réalité que si nous mobilisons notre population, jeunes ou adultes, hommes ou femmes, et si nous les amenons à s'impliquer volontairement dans la réalisation de cette vision"*. Cette politique nationale du volontariat agira comme un cadre de référence organisé, réglementé et orienté pour l'action volontaire.

Samedi 7 décembre, les Volontaires de l'ONU, en partenariat avec SubCluster

Handicap, la MONUSCO et le PNUD, ont organisé une course de solidarité de 8 km. Malgré des conditions météorologiques peu clémentes, la course a rassemblé 127 coureurs, dont 21 en situation de handicap. Placée sous le signe de la solidarité et de l'inclusion sociale, la course a récolté 3085 dollars américains. Ces fonds permettront de financer la réhabilitation d'infrastructures scolaires adaptées à des enfants vivant avec un handicap dans deux écoles primaires à Ngaba, Lemba ■



Des jeunes Congolais prenant part à un concours de dessin organisé par les Volontaires des Nations Unies à Goma

Photo Volontaire des Nations Unies

Les 100 jours de Martin Kobler à la tête de la MONUSCO

Par Penangini Toure/MONUSCO

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, Martin Kobler, a célébré le 21 novembre dernier ses premiers 100 jours à la tête de la Mission de l'ONU pour la Stabilisation en R.D. Congo (MONUSCO). Pour marquer cet événement, Monsieur Kobler avait décidé de s'entretenir avec le public à travers les réseaux sociaux en se prêtant volontiers aux nombreuses questions et préoccupations des internautes à partir de Goma, le chef-lieu de la province du Nord Kivu, où il se trouvait.

En rapport avec la capitulation du groupe rebelle M23 face aux Forces armées de la République démocratique

du Congo (FARDC), le Représentant spécial avait alors annoncé la fin de la guerre et le début d'une autre, celle pour la paix, une paix durable.

Sur la question du sort à réserver aux combattants du M23, le Représentant spécial avait indiqué qu'aucune amnistie ne doit être accordée à des personnes qui se seraient rendues coupables de crimes de guerre ou autres violations graves des droits de l'homme, car pour lui, le chemin d'une paix durable passe par la lutte contre l'impunité.

Sur l'avenir de la MONUSCO dans le pays, Monsieur Kobler avait expliqué que désormais "le centre de gravité" de la Mission serait l'Est de la République démocratique du Congo. "Il y a 20 000

casques bleus en RDC dont 96% ici à l'Est", avait-il indiqué. Cette tendance, selon le diplomate onusien, va continuer, car le personnel civil est également concerné par ce mouvement de l'Ouest vers l'Est.

Pour Monsieur Kobler, la vraie solution à la crise en République démocratique du Congo viendra des Congolais eux-mêmes. Ni la Brigade d'Intervention de la MONUSCO, ni l'acquisition et l'usage d'appareils sans pilotes – autrement appelés drones – "ne constituent pas une solution magique". "Il faut trouver une solution congolaise", avait lancé le Représentant spécial aux nombreux internautes qui le suivaient à travers le monde ■

La MONUSCO équipe le Centre d'Apprentissage des Métiers pour la Paix et le Développement de Beni

Par Moussa Demba Diallo/MONUSCO

Beni, dans la province du Nord Kivu, la Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a remis, mardi 5 novembre 2013, un lot de machines à coudre au Centre d'Apprentissage des Métiers pour la Paix et le Développement, un centre de formation professionnelle destinée aux membres les plus démunis de la population locale.

Cet équipement a été offert par la MONUSCO à travers son contingent de casques bleus népalais et sa section chargée du programme de Désarmement, Démobilisation, Rapatriement ou Réintégration et Réinstallation (DDR/RR) des ex-combattants. Ces derniers avaient auparavant équipé ce centre d'apprentissage de six ordinateurs et imprimantes.

Créé à l'initiative de la MONUSCO, le centre fonctionne au sein de la base des casques bleus népalais. On y offre



Un échantillon des machines à coudre remises aux femmes du centre d'apprentissage des Métiers pour la paix et le développement à Beni

gratuitement une formation en anglais, informatique, coupe et couture, ainsi qu'un programme de sensibilisation sur la lutte contre le VIH/SIDA.

A ce jour ce centre a formé plus de 700 personnes parmi les plus démunies de la ville de Beni, y compris des ex-combattants sortis des groupes armés ■



Dario Tedesco, Volcanologue

Entretien avec Dario Tedesco, volcanologue

Éminent volcanologue, professeur d'université à Naples, docteur d'État en géochimie, volcanologie et auteur de nombreuses publications dont plus de la moitié dans des prestigieuses revues scientifiques internationales, Dario Tedesco quitte Goma, province du Nord Kivu en RD Congo, après avoir dirigé pendant 5 ans le projet UNOPS intitulé "Analyse et Prévention des Risques Naturels en RD Congo", un Projet sponsorisé par l'Union Européenne & la Coopération Suisse. Dans une interview accordée à notre collègue et collaboratrice, Clara Padovan, pour le compte d'Echos de la MONUSCO, il nous parle des défis qu'il a relevés.

✎ Propos recueillis par Clara Padovan/MONUSCO

Echos de la MONUSCO : Professeur Dario Tedesco, vous quittez Goma après avoir créé et coordonné le Projet "Analyse et Prévention des Risques Naturels en RDC". Au moment de votre départ, quelle évaluation faites-vous de la situation, en particulier des dangers que présente le volcan Nyiragongo pour la ville de Goma ?

Dario Tedesco : J'espère tout d'abord que ce n'est pas un adieu mais un au revoir et que ce projet pourra être renouvelé. Tout d'abord, il y a énormément de défis à relever, ici à Goma, avec une population

de plus d'un million d'habitants. Il faut aussi tenir compte de la population environnante et de celle de Gisenyi au Rwanda. C'est un problème avec une dimension régionale. Ensuite, le Nyiragongo est un volcan actif, il ne faut pas l'oublier. Pour l'instant il ne représente aucune menace car l'activité de son lac de lave est calme mais à tout moment cette activité pourrait changer et c'est pourquoi il faut avoir un observatoire volcanologique qui a les moyens d'être opérationnel. Le premier défi est donc de renforcer les capacités scientifiques et techniques de

l'Observatoire Volcanologique de Goma (OVG). Le deuxième c'est de créer ou plutôt de soutenir une Protection Civile capable d'intervenir et de coordonner au niveau de la province un plan de contingence. Le troisième défi est d'instaurer une autorité régionale capable de gérer une possible éruption volcanique, du Nyiragongo bien sûr, qui serait de proportion dramatique compte tenu du nombre d'habitants (de la ville.) des villes de Goma et Gisenyi.

Pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste ce projet et quels sont les conseils que vous donneriez pour faire face aux risques naturels ?

Ce projet est basé sur deux piliers. Le premier est de trouver les ressources nécessaires pour renforcer les capacités scientifiques et techniques de l'OVG. Le deuxième concentre ses efforts sur l'information et la communication, au niveau de la ville de Goma, sur les risques naturels. En bref, il s'agit, par exemple, d'apprendre aux écoliers ce que signifie une éruption volcanique, comment il faut agir pendant et après une éruption ou comment se défendre dans le cas où le panache arriverait sur la ville.



Dario Tedesco lors d'une conférence-débat à Goma

Photo UNOPS

Quel aura été votre souvenir le plus marquant ?

Le premier c'est juste après l'éruption volcanique de 2002, la destruction de la ville de Goma, une sorte de Pompei moderne. Puis, quelques jours après, l'envie de la population de vouloir reconstruire leur ville donc de recommencer à vivre. C'était très marquant. Il y a eu aussi la guerre, qui a frappé la ville de Goma, et qui a énormément réduit les capacités de monitoring et de surveillance de l'OVG parce que pendant presque deux ans l'observatoire n'a pas pu se rendre sur le terrain avec des obus qui sont tombés dans le parc du Virunga, où se trouve le Nyiragongo, et sur ma maison également ! Et il y a aujourd'hui les difficultés que rencontre le projet et sa viabilité dans les années à venir. Ce qui me rend triste aujourd'hui c'est de partir alors qu'il y a encore beaucoup à faire.

Quel pourrait être votre plus grand regret ?

J'ai plusieurs regrets, on en a jamais qu'un seul, d'ailleurs. Je quitte d'abord "une famille", celle de l'OVG, après 18 ans passés au Congo, j'y suis arrivé en 1995 et je laisse aujourd'hui ma mission inachevée car je pars en cherchant toujours des moyens pour soutenir l'Observatoire. C'est aussi pour cela que je dis que ce n'est pas un adieu mais un au revoir. Je ne suis pas habitué à faire les choses à moitié. De l'étranger, d'Italie ou d'ailleurs

je continuerai à sensibiliser les donateurs. Ce qui est difficile à expliquer, c'est qu'un désastre naturel ce n'est pas un événement isolé, indépendant, où on peut seulement apporter des secours. C'est un travail qui se fait sur des années car nous sommes toujours dans l'urgence, et c'est un travail de prévention plutôt que de réponse. Il faut toujours surveiller scientifiquement l'activité d'un volcan actif et en même temps, il faut éduquer, sensibiliser et communiquer, aux autorités comme à la population, de manière correcte, transparente et simple. Et bien-sûr il faut accompagner les autorités et la Protection Civile avec un plan de contingence correct, tenu à jour et qui tient compte autant de la situation de Goma que de l'activité du volcan.

Comment se fait-il que les bailleurs de fonds aient décidé de ne plus appuyer ce projet ?

Les bailleurs ne se sont pas retirés du projet. Certains ont même été très courageux comme l'Union Européenne et la Coopération Suisse qui ont appuyé ce projet pendant 4 ou 5 ans. Ils seraient prêts à continuer si d'autres se joignaient à eux comme la famille des Nations Unies, première concernée par son nombre d'expatriés à Goma et par son rôle de protection de la population. Je pense que tôt ou tard, tout le monde sentira le besoin d'intervenir car ce projet de soutien à l'Observatoire volcanologique de Goma concerne tous ceux qui vivent et

travaillent ici. Tous en voyant le panache du Nyiragongo, en respirant l'odeur du soufre se sentent menacés par cette force de la nature. Tous, surtout les expatriés, nous demandent chaque jour "quand va-t-il entrer en éruption ?" Tous veulent avoir des informations correctes et être rassurés. L'observatoire est aussi un lieu d'échange de savoir-faire entre scientifiques du monde entier et c'est cette collaboration aussi qu'il faut soutenir pour la sécurité de tous dans la région. Donc, nous avons besoin du soutien financier de ceux qui sont les plus présents ici à Goma, les agences des Nations Unies et la MONUSCO. Si chacune d'entre elles consacrait un minimum, un chiffre même symbolique de son budget pour permettre à l'Observatoire de continuer son travail, cela encouragerait les bailleurs et éviterait en cas d'éruption la perte en quelques minutes de millions si ce n'est de milliards de leurs biens matériels sans compter les dépenses d'une aide humanitaire d'urgence.

Que faudrait-il faire pour que les Nations Unies prennent conscience du problème et décident de s'impliquer au moment où il est question du déplacement de son staff de l'Ouest vers l'Est ?

Les Nations Unies connaissent bien le problème et savent qu'il y a un déficit ? au niveau du budget. Ce n'est pas à moi de donner des suggestions sur comment chercher les fonds. Je suis prêt à faire du plaidoyer à New York comme à Genève si ça pourrait servir. Encore une fois, la sécurité de tous, populations locales et expatriés est en jeu et c'est quelque chose qu'on a l'habitude d'oublier. En outre, même les relations avec le Rwanda, au moins à ce niveau là, pourraient s'améliorer grâce à un plan de contingence qui concernerait les deux pays principaux, le Congo et le Rwanda. Ce dernier est bien conscient du problème, car il ne faut pas oublier qu'en cas d'éruption une grande partie de la population se réfugierait au Rwanda et que la coulée de lave aussi ou les produits volcaniques pourraient frapper le Rwanda. On dit toujours que le sport rapproche les pays, ici ce pourrait être un projet scientifique.

Ce serait dommage d'attendre qu'un événement dramatique arrive comme en 2002. A cette époque, on demandait des fonds depuis 1995, sans réponse. Et puis l'éruption s'est produite et avec elle la réponse d'urgence. Des sommes

importantes d'argent ont été dépensées. On aurait pu travailler tranquillement dans la prévention et dans la préparation. Aujourd'hui on se dirige vers le même scénario. On ne sait pas s'il y aura éruption dans quelques mois ou quelques années mais plus le temps s'écoule entre un événement et un autre plus une population a tendance à oublier et le problème prend de l'ampleur. La ville de Goma grandit en se rapprochant du volcan, si l'activité volcanique n'est pas suivie et le plan de contingence tenu à jour on se dirige tout droit vers une catastrophe

Vous partez, le projet n'est pas maintenu et s'il y a une éruption que va-t-il se passer? Qui sera en mesure de faire face à la situation ?

La première, et plus importante chose à dire est que le volcan Nyiragongo ne montre pas de signes d'inquiétude maintenant. Son activité reste confinée à l'intérieur de son cratère et rien n'indique que dans un futur très proche il fera éruption vers la ville de Goma. Pour répondre à votre question, je pense qu'il n'y aura personne qui pourra faire face à la situation. Il s'agit toujours d'un travail d'équipe, pas d'un individu. Malheureusement on laisse l'observatoire sans ressources et ça c'est vraiment criminel. J'utilise des termes très forts pour faire comprendre qu'il ne s'agit pas seulement de prévenir une éruption volcanique mais aussi de savoir donner des informations spécifiques à la population sur ce qu'il faudra faire et comment le faire surtout avant et évidemment pendant l'éruption. Par exemple, il est crucial que les informations soient données à temps et de savoir réagir aux informations, souvent contradictoires. En 2002 il y a eu plusieurs fractures qui se sont ouvertes à plusieurs endroits jusque dans la ville de Goma. Peut-être, rien n'est sûr pour le moment, que la prochaine éruption partira de la ville de Goma. Donc, avec un observatoire sans ressources, on pourrait être pris au dépourvu et à ce niveau le besoin d'une information technique et scientifique précise devient capitale.

Et le risque que comporte le lac avec son gaz; y aurait-il une connexion en cas d'éruption? Et si éruption il y a, quel est le pourcentage de vies qui pourraient être sauvées ?

Le lac est un élément majeur, certes, mais sans conséquences pour le moment et pour



Une vue du cratère du Volcan Nyiragongo

Photo MONUSCO/Capt Gerardo Taje

les générations futures. Ce qui risque de se produire par contre, ce sont des éruptions proches du lac qui pourraient provoquer de fortes explosions mais pas à cause du gaz qui est dans les profondeurs du lac et qui restera là où il est. Il s'agira d'explosions superficielles mais sans doute dévastatrices. Le Mont Goma et les autres cratères situés le long de la côte jusqu'à la baie de Kabuno en sont des exemples flagrants. Le Mont Goma, par exemple, a eu ses produits, cendres et scories propulsés dans un rayon de 4 kms. Cela correspond à une bonne partie de la superficie de la ville de Goma où la majorité des expatriés des organisations internationales sont logés ou travaillent. C'est vraiment un point sur lequel il faudra réfléchir.

Une éruption volcanique peut produire des victimes de façon directe ou indirecte.

Ce projet devrait faire baisser drastiquement le nombre des victimes causées par l'éruption proprement dite. Quant aux victimes indirectes la plupart seraient causées par la panique et le manque d'information. C'est ce que le projet a essayé de combler pendant ces 5 dernières années, informer pour éviter d'avoir une foule qui part à l'aveuglette. La panique et le manque d'informations sont la cause de dégâts majeurs.

Quel sentiment vous anime en ce moment de fin de votre contrat?

C'est un sentiment de tristesse. C'est comme lorsque vous quittez un être cher. J'espère seulement que ce sera pour peu de temps. Si le message est bien reçu, nous pourrons sans doute reprendre cette discussion dans quelques mois par exemple ■



D'énormes dégâts matériels et humains causés par l'éruption du volcan Nyiragongo en 2002

Photo MONUSCO/LINOPS



Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui, avec des enfants lors de sa visite à Rutshuru en novembre 2013

Le contexte est favorable en RDC, pour mieux protéger les enfants affectés par les conflits

À l'issue d'une visite de sept jours en République démocratique du Congo (RDC), Leila Zerrougui, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés, a déclaré qu'en ce moment important du processus de paix à l'est de la RDC, il faut saisir toutes les opportunités afin de mieux protéger les enfants affectés par la violence liée aux conflits.

✉ Par le Bureau de la Représentante Spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les enfants et les conflits armés

“Le recrutement d'enfants est un fléau qui affecte l'Est de la RDC depuis trop longtemps. Avec la reddition du M23 et d'autres groupes armés, il est de notre devoir d'apporter l'aide nécessaire aux enfants pour leur permettre de

retrouver leurs familles, reprendre le chemin de l'école et aspirer à un futur meilleur. Les citoyens de la RDC réclament la paix. J'appelle tous les groupes armés à déposer immédiatement les armes et à libérer les enfants qui se trouvent dans leurs rangs”,

avait déclaré la Représentante spéciale dès l'entame de sa visite en République démocratique du Congo, le 17 novembre 2013.

Mme Zerrougui avait rencontré les autorités nationales, provinciales et locales à Kinshasa, Goma, Rutshuru et Béni pour évaluer la situation des enfants affectés par les conflits armés, renforcer le dialogue avec les autorités congolaises et assurer la mise en œuvre du plan d'action signé en Octobre 2012 par le gouvernement de la RDC pour mettre fin et prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les forces armées de la RDC, ainsi que la violence sexuelle.

La Représentante spéciale était accompagnée par Barbara Bentein, la représentante de l'UNICEF en RDC. Toutes les activités avaient été organisées par l'UNICEF et la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO).

Mise en œuvre du plan d'action

Depuis la signature du plan d'action de lutte contre le recrutement d'enfants dans les forces et groupes armés, des centaines d'enfants avaient été libérés grâce au renforcement de la coopération entre le gouvernement et les Nations Unies.

“Je reconferme l'engagement des autorités congolaises à poursuivre leurs efforts en vue de mettre fin à toute association d'enfants avec leur armée. Il nous reste néanmoins des défis à relever pour consolider les progrès déjà réalisés, les inscrire dans la durée et assurer la stabilité. Pour ce faire, le gouvernement doit faire preuve de volonté politique pour renforcer l'autorité de l'État ainsi que le système judiciaire. Le gouvernement doit aussi prévoir des ressources adéquates dans le budget de l'Etat pour pérenniser l'appui des Nations Unies et de ses partenaires”, avait déclaré la Représentante spéciale.

Les enfants associés à des groupes armés et victimes d'autres violations graves

Malgré ces progrès, la Représentante spéciale a pu constater que les enfants continuent d'être directement associés à des groupes armés ou victimes d'autres violations graves des droits de l'enfant, tels que le meurtre, les mutilations, les enlèvements et la violence sexuelle. Ces enfants sont parfois arrêtés et détenus sans avoir accès à la justice en raison de leur association avec les groupes armés.

“Le gouvernement a manifesté sa



Leila Zerrougui (au centre à gauche) s'adresse à des membres d'associations de femmes à Kiwanja dans le Nord Kivu, novembre 2013

Photo: MONUSCO/Sylvain Liechti

détermination à faire en sorte que les responsables de crimes graves envers les enfants, quelle que soit leur affiliation, ne soient pas intégrés dans les forces armées nationales et répondent de leurs actes devant la justice. A cet effet, la coopération régionale dans la lutte contre l'impunité est essentielle pour mettre fin au cycle de la violence dans l'Est de la RDC", avait déclaré Mme Zerrougui.

Enfants non accompagnés victimes du conflit armé en RDC

La Représentante spéciale avait salué le transfert par les autorités ougandaises aux partenaires des Nations Unies d'enfants congolais non accompagnés victimes du conflit armé en RDC.

Entre mai 2012 et novembre 2013, l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires avaient identifié un nombre important d'enfants étrangers non accompagnés victimes du conflit dans l'est de la RDC.

"Tous les gouvernements concernés doivent coopérer avec l'ONU et ses partenaires pour faciliter la réunification de tous les enfants victimes du conflit armé dans l'Est de la RDC, quelle que soit leur nationalité,

leur statut ou le lieu où ils se trouvent", avait déclaré Mme Zerrougui.

La protection des enfants doit être une des priorités dans le dialogue en cours et les mesures adoptées pour construire une paix durable dans la région. La Représentante spéciale avait dit accueillir favorablement la campagne « Zéro enfant soldat dans la région des Grands Lacs » annoncée début novembre par la Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et qu'elle se tenait prête à travailler avec eux sur le sujet.

Protéger l'éducation

Dans l'est de la RDC, le droit à l'éducation des enfants a été compromis par le pillage et la destruction de nombreuses écoles. Dans ses efforts de reconstruction, le gouvernement devrait faire de la réhabilitation des écoles une priorité. L'éducation est le pilier des mesures de prévention de la violence.

C'est le début d'un avenir meilleur pour les enfants, leurs communautés et le pays.

Réintégration

Libérer les enfants associés aux groupes armés est essentiel, mais c'est aussi le début d'un long parcours pour reconstruire leur vie. L'UNICEF et ses partenaires jouent un

rôle clé en appuyant le gouvernement pour aider les enfants affectés par les conflits à retrouver leur enfance, retourner à l'école et reprendre une vie normale avec leurs familles.

"L'ONU est prête à travailler avec les autorités congolaises pour développer un

plan national de démobilisation qui assurera la planification et les ressources adéquates pour la réintégration des enfants".

La Représentante spéciale s'était dite engagée auprès des Nations Unies pour soutenir la RDC à assurer la protection des enfants et à aider à bâtir un avenir meilleur ■

“Tous les gouvernements de la région doivent coopérer avec l'ONU et ses partenaires pour faciliter la réunification de tous les enfants victimes des conflits armés”



Visite du Colonel Tabasky Diouf à l'Unité de Police constituée bangladaise

Arrivée à Kinshasa du nouvel adjoint au Commissaire de la Police MONUSCO

Par Alima Coulibaly/UNPOL/MONUSCO

La Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a, depuis le 11 novembre 2013, un nouvel

adjoint au Commissaire de la Police. Il s'agit du Colonel Tabasky Diouf, de nationalité sénégalaise et précédemment Commissaire adjoint chargé des Opérations auprès



Le Colonel Tabasky Diouf s'adresse à ses collègues de la Police MONUSCO à Kinshasa

de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

Le Numéro 2 de la Police MONUSCO (UNPOL) est arrivé en République démocratique du Congo à un moment où de grands changements sont en cours, non seulement au sein de la mission, mais également dans le pays, notamment à l'Est où le M23 a été mis hors d'état de nuire, et que la MONUSCO vient de lancer la traque contre les autres groupes armés au premier rang desquels la milice Nduma Défense du Congo NDC) du chef rebelle Ntabo Ntaberi Sheka et les Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR). Avec sa Brigade d'intervention, la MONUSCO a mandat de neutraliser tous les groupes armés dans l'Est de la RDC.

En interne, la MONUSCO s'est engagée depuis peu dans une nouvelle dynamique, celle du transfert de ses ressources humaines de l'Ouest, plus particulièrement de Kinshasa, vers l'Est du pays. Cette démarche exige des stratégies nouvelles, notamment au sein de la Police MONUSCO. Sur ce plan, le colonel Diouf a déjà inscrit bon nombre d'actions à son actif. Quelques jours seulement après son arrivée, il a entrepris le 8 décembre une série de visites qui l'ont conduit successivement dans les Secteurs UNPOL Kinshasa/Ouest et Kinshasa/Est, et dans les trois Unités de Police constituées basées à Kinshasa.

Dans le cadre de ses rencontres de prise de contact avec le personnel UNPOL, le Colonel Diouf a félicité ses collègues pour le travail déjà accompli. Au cours de chacune de ses interventions, il a longuement insisté sur les exigences des vertus cardinales des Nations Unies, le respect des règles de conduite et des directives de la hiérarchie, avant d'inviter les officiers à servir la Mission avec ardeur, abnégation et loyauté. Il a également pris le temps d'expliquer à son personnel dans le détail, les différents aspects de la reconfiguration telle que recommandée par l'Article 19 de la Résolution 2098 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Se référant aux missions essentielles de la Police MONUSCO en appui à la Police nationale congolaise (PNC) que sont l'assistance technique, le soutien opérationnel, la formation, la réforme et l'appui au processus électoral, le Colonel Diouf a invité chaque UNPOL à faire son auto-évaluation dans l'objectif d'améliorer sa contribution et ce, dans un esprit d'équipe ■

Les assistants de liaison communautaire : qui sont-ils? Que font-ils?

La Division des Affaires civiles de la MONUSCO a déployé dans la partie nord de la province du Nord Kivu, un nombre assez important d'assistants de liaison communautaire. Leur rôle dans le cadre du mandat de la protection des civils est considérable. Pour en savoir plus Merault Brice Ahouangansi, officier des Affaires civiles à Goma, en charge du volet de protection des civils dans le Nord Kivu et de gestion des assistants de liaison communautaire, a accordé une interview pour le compte d'Echos de la MONUSCO depuis Beni, dans laquelle il décrit et définit le travail de ces points focaux des systèmes d'alertes précoces mises en place dans cette partie du pays.

✉ Par Aliou Barry/MONUSCO



Merault Brice Ahouangansi (debout en costume) au cours d'une formation d'un groupe de soldats de FARDC à Goma

Echos de la MONUSCO : Qu'est-ce qui justifie votre présence ici à Beni?

Merault Brice Ahouangansi : Comme vous le savez, les Affaires civiles ont déployé des Assistants de Liaison communautaire dans la partie Nord de la Province du Nord Kivu. Ce Staff travaille au sein des bases militaires de la MONUSCO dans les zones reculées. Et il est important pour nous de nous réunir périodiquement en séance de débriefing et de renforcement des capacités. C'est dans ce cadre que je suis ici. Nous essayons de nous voir chaque deux

mois pour échanger sur différents sujets en vue de donner des nouvelles orientations dans le cadre de la protection des civils.

Pouvez-vous un peu nous parler du rôle des CLAs dans le grand Nord ?

Comme l'indique le titre d'Assistants de Liaison communautaire (en anglais, Community Liaison Assistant ou CLA), ils constituent un lien intrinsèque entre les militaires et la population. Leur tâche est notamment d'écouter la population par rapport à leurs perceptions sur la sécurité et la protection et de les traduire dans les

activités de tous les jours. Ils organisent des activités au travers de réunions de sécurité pour sensibiliser la population sur le mandat de la MONUSCO pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés, de travailler au renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSCs), travailler à la restauration de l'autorité de l'Etat. Ils sont les points focaux des systèmes d'alertes précoces mises en place. Ils produisent des rapports sur la sécurité, les viols, enlèvements, activités des groupes, situation de protection, autant d'éléments qui permettent de prévoir et d'anticiper sur

les besoins de protection et de sécurité dans le Grand Nord.

Quelle est la place des CLAs au sein de la MONUSCO ?

Le travail des CLAs est très important et sert à toutes les sections substantives au quotidien. Toute la stratégie du groupe de management au niveau provincial et de Kinshasa est alimentée par les rapports des CLAs sur le terrain. Si on doit déployer une mission sur le terrain on se sert du rapport, des analyses des CLAs. Ils participent aux activités de résolution des conflits et ils ont été également mis à contribution pour la restauration de la confiance entre la Monusco et la population. S'il n'y avait pas de CLAs dans la mission, il faudrait inventer la roue et c'est une chance pour la mission d'avoir les CLAs.

Dans le Grand Nord, combien de CLAS ont été mis en place dans les différentes localités ?

Il y a deux CLAs par base militaire mais dans certaines localités; compte tenu de l'étendue, nous en avons trois. Nous avons actuellement 20 CLAs dans le Grand Nord. Ils ont été présents au débriefing tenu à Beni cette semaine (25 septembre 2013).

Il y a quelques jours la société civile de Beni manifestait contre la Monusco pour exiger une action forte des Casques bleus



Merault Brice Ahouangansi dans son bureau à Goma

Photo MONUSCO

contre les groupes armés actifs dans la région. Quelle est votre lecture de cette réaction ?

Il faut lire à travers ces différentes manifestations, ce que la population attend de la MONUSCO. En l'écoutant, c'est la preuve qu'il faut intensifier les activités de communication de la Monusco. Il faut impliquer la population dans les activités de la Monusco. La population attend beaucoup

de la Brigade d'intervention, mais comme l'a dit le porte-parole de la MONUSCO : "les affaires militaires sont les affaires militaires". Mais il faut associer la population dans ce que fait la MONUSCO car nous sommes en appui à l'Etat. Il y a beaucoup de défis à relever, il faut se mettre ensemble; nous, MONUSCO, la société civile, les étudiants, l'autorité locale pour lutter contre les groupes armés et stabiliser l'autorité de l'Etat ■



Merault Brice Ahouangansi avec des collègues sur les hauteurs de la ville de Goma

Photo MONUSCO

Goma, désormais centre de gravité des opérations de la MONUSCO

✉ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Jamais de mémoire de journaliste et d'historien la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord Kivu, n'avait atteint un tel niveau d'attraction et de concentration des activités des Nations Unies. Ce qui s'y passe est en effet à la fois impressionnant et de la plus haute importance, non seulement pour cette agglomération de plus d'un million d'habitants et ses environs, mais aussi pour toute la région des Grands Lacs voisine.

La ville est désormais la base arrière de toutes les nouvelles opérations de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), qui s'est impliquée dans l'est du pays avec près de 3000 soldats de la Brigade d'intervention et 17 000 Casques bleus.

L'on parle de plus en plus ces derniers mois de "reconfiguration" et de "relocalisation" de la Mission. "Opérations de l'Est", "Reconfiguration", "Relocalisation", les mots sont tellement nuancés (pas à la hauteur du français de monsieur tout le monde) qu'ils suscitent quelques interprétations, parfois mauvaises, et sèment la confusion dans les esprits de... mes voisins directs. Ceux qui ne cessent de m'interpeller, le soir tombé, autour de nos contes de quartier, sur ce qu'ils appellent aujourd'hui "Occupation de Goma" par la MONUSCO. Sans blagues !

Moi, quand j'entends ces termes je pense directement à un grand bouleversement, à un grand tournant de l'histoire de la Mission. C'est un réflexe naturel et je suis sûr qu'il en va de même pour vous... de vous interroger sur ce qui se passe réellement.

Pourquoi la restructuration de la MONUSCO en ce moment ? Quel est le sens du redéploiement du personnel civil et

militaire de la MONUSCO, de l'ouest du pays à l'est ?

De toutes les questions que puissent soulever les "opérations" de l'est de la République démocratique du Congo aussi bien dans les milieux huppés de Kinshasa que dans la région de la capitale, la réponse du premier soldat de la paix de la MONUSCO, Martin Kobler, paraît sans équivoque : "Il nous faut une présence opérationnelle renforcée à l'est. Pour un impact beaucoup plus consistant sur les activités de stabilisation, vous assisterez dans un avenir proche, au déploiement de notre

MONUSCO est une mission de maintien de la paix. Si telle est notre vocation, nous devons être là où existe le conflit, là où sont commises des atrocités contre les populations civiles. Parce que notre mandat est de protéger les populations civiles, nous devons être plus proches d'elles" déclare-t-il. Sans ambages.

Concrètement, dans la première phase de la relocalisation qui se poursuivra jusqu'au 29 février 2014, plus de 140 personnels des services organiques (substantifs) et d'appui seront réaffectés de Kinshasa à l'est principalement à Goma. Au cours de la deuxième phase qui s'étendra

du 1er mars jusqu'en août, 400 autres membres du personnel seront redéployés à l'est. Dans la troisième et dernière phase, qui ne sera pas bouclée avant 2015, les derniers 150 membres du personnel regagneront leur poste d'affectation à l'est et la Mission sera alors installée sur un site plus permanent dans la zone de Goma.

"Toute la Force sera déployée et fonctionnera sur un mode proactif pour dissuader la violence et assurer la sécurité des civils" promet Martin Kobler.

"Il s'agit d'aider l'Etat congolais à retrouver sa souveraineté dans la partie Est du pays, de faire en sorte que toutes les institutions nationales dans cette partie fonctionnent concrètement. Dès que nous aurons cette certitude, la MONUSCO terminera son mandat de maintien de la paix, et suivront alors des questions de développement dont se chargeront les Agences, les Fonds et Programmes des Nations Unies comme c'est le cas dans d'autres pays du monde" ajoute Abdallah Wafi.

La décision du Conseil de sécurité des Nations Unies, appuyée par les autorités congolaises, est un long processus. N'est-ce pas ? ■



personnel civil à l'est pour le rapprocher des communautés affectées par le conflit, de concert avec le déploiement de la Force'.

Voilà qui est bien dit car, conformément à sa résolution 2098 du 28 mars 2013, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé de réduire la présence de la MONUSCO dans l'ouest du pays pour la renforcer à l'est. En application de cette décision du Conseil de sécurité et à la demande des autorités congolaises, la MONUSCO, sous la responsabilité de son chef, Martin Kobler, doit se redéploier.

Qui dit mieux que le responsable des Opérations de l'est, Abdallah Wafi, celui-là même qui refuse toute langue de bois ? "La

En images

Les 100 jours de Martin Kobler à la tête de la MONUSCO



Avec le président Joseph Kabila



Première visite à Goma



Avec le Général James Aloisi Mwakibolwa



Dans une rue de Goma



Avec une ménagère à Kalemie



Avec Mary Robinson et Carlos A. dos Santos Cruz

Produit par l'unité des publications de la Division de l'Information publique de la MONUSCO
Contact : 12, avenue des Aviateurs - Kinshasa/Gombe
Téléphone : (243) 81 890 7368 - (243) 81 890 6885